Centre des
Compétences futures

Présenté par
Le Conference
Board du Canada

Balado du Centre des Compétences futures

Épisode 5 : Compétences pour une économie propre

Dans le contexte de crise climatique que nous vivons, nous devons impérativement opérer un virage vers des activités économiques plus neutres en carbone. La croissance de cette économie propre peut aussi fournir l'occasion aux travailleurs d'évoluer dans des carrières enrichissantes et en demande, et au Canada, de devenir un chef de file mondial dans ce domaine. Dans cet épisode, nous entendons le point de vue de trois organisations canadiennes. Nos invités nous parlent des secteurs en expansion que sont ceux des technologies propres et de l'économie bleue, ainsi que des compétences requises dans ces secteurs. Ils nous exposent également leurs idées sur les mesures qui, à leur avis, doivent être prises pour favoriser le développement d'une main-d'œuvre efficace au sein de l'économie propre.

Invités
Darren Gresch, chargé de recherche, Innovation et technologie, Conference Board du Canada
Jeanette Jackson, PDG, Foresight Canada
Yogendra Chaudhry, vice-président, Services professionnels, ECO Canada

Animatrice
Linda Nazareth

Liens

Liens du Centre des Compétences futures et du Conference Board du Canada, tels que les pages Web et les articles recommandés, les pseudonymes de médias sociaux, etc.

Page d'accueil du Centre des Compétences futures :
https://fsc-ccf.ca/

Page Twitter du Centre des Compétences futures :
https://twitter.com/fsc_ccf_fr

Page d'accueil du Conference Board du Canada :
https://www.conferenceboard.ca/

Page Twitter du Conference Board du Canada :
https://twitter.com/ConfBoardofCda

ECO Canada : https://eco.ca/

Foresight Canada : https://foresightcac.com/

OpportuAvenir : https://www.opportunext.ca/fr/

Transcription

Linda Nazareth :
Vous écoutez la deuxième saison du balado du Centre des Compétences futures, qui réunit des experts de partout au Canada pour explorer les défis les plus importants de l'avenir du travail. Je suis votre animatrice Linda Nazareth. Ce balado vous est présenté par le Centre des Compétences futures et le Conference Board du Canada.

Le Canada est confronté à d'importants changements démographiques et technologiques, et la pandémie de COVID-19 a accéléré ces bouleversements dans notre environnement de travail. Notre économie évolue rapidement, ce qui signifie que nous devons aussi évoluer rapidement.

Linda Nazareth :
Aujourd'hui, nous abordons le thème de l'économie propre au Canada. La crise climatique est bien réelle et il est urgent d'agir dans tous les secteurs. La réduction de nos émissions de carbone n'est pas seulement le bon geste à poser pour protéger notre planète, c'est aussi le mot d'ordre à suivre pour grossir les rangs de notre main-d'œuvre et nous diriger vers un avenir de prospérité partagée.

Le plan actuel du Canada en matière d'émissions vise une réduction des émissions de CO2 de 40 à 45 % sous les niveaux de 2005 d'ici 2030. Notre main-d'œuvre devra adapter ses compétences afin d'appuyer les secteurs qui contribuent à faire avancer notre pays vers ces objectifs.

Les recherches actuelles laissent entendre que la transition vers une économie carboneutre pourrait créer une multitude de nouvelles possibilités d'emploi tant au Canada qu'ailleurs dans le monde. Toutefois, cette transition sera vécue différemment, selon la région, la population et le secteur d'activité. Notre façon de réagir face à cette crise nous offrira l'occasion de renforcer le rôle de chef de file mondial du Canada au sein de l'économie propre, ainsi que de créer de nouvelles carrières stimulantes et bien rémunérées pour la population canadienne. La PDG de Foresight Canada, Jeanette Jackson, nous raconte une histoire qui met en évidence la situation à laquelle notre pays est confronté.

Jeanette Jackson :
Le 30 juin 2021, Lytton a été dévasté par un feu de forêt incontrôlé qui a réduit tout le village en cendres. Qui plus est, nous avons assisté à des vagues de chaleur record qui ont dépassé les 50 degrés, du jamais vu dans nos collectivités canadiennes. Évidemment, ça ne s'est pas arrêté là. Au cours des derniers mois, des rivières atmosphériques ont déferlé sur les basses-terres continentales et causé des inondations. En fin de compte, les catastrophes naturelles continueront tout simplement de semer la dévastation.

Pour Kanaka Bar, Lytton, l'équipe de Foresight s'est associée au Southern Alberta Institute of Technology afin de lancer un appel pour trouver des technologies de matériaux de construction disponibles sur le marché qui sont résilientes et durables. De cette façon, quand viendra le moment de rebâtir la communauté, on la rebâtira mieux qu'avant. Des pratiques en matière de durabilité seront incorporées à tous les bâtiments qui seront reconstruits de A à Z.

Ce sera aussi une excellence occasion de former les membres de la communauté, de former des gens qui sont disposés à faire partie de la solution, qui veulent se renseigner sur ces technologies, pratiques commerciales exemplaires et matériaux de construction. Ils pourraient ainsi acquérir de l'expérience et aider d'autres membres de la communauté à s'épanouir et peut-être même – souhaitons-le – à fonder des entreprises qui mettront à profit ce savoir.

Linda Nazareth :
Nous nous entretiendrons encore avec Jeanette Jackson un peu plus tard. Elle nous en dira plus sur sa vision concernant le secteur canadien des technologies propres et sur les mesures

qui doivent être prises, à son avis, pour aider davantage de personnes à décrocher un emploi en demande au sein de l'économie propre. Nous parlerons également des possibilités similaires qu'offre l'économie bleue avec Yogendra Chaudhry, d'ECO Canada. Mais tout d'abord, écoutons Darren Gresch, chargé de recherche au sein de l'équipe Innovation et technologie au Conference Board du Canada. Dernièrement, le Conference Board a entrepris de définir exactement ce que l'on entend par le terme économie propre. Darren nous parle des efforts déployés pour répartir en catégories les différents emplois liés à l'économie propre.

Darren Gresch :
Selon notre définition, l'économie propre est un amalgame d'activités industrielles et gouvernementales qui produit des biens et des services présentant un avantage pour l'environnement ou qui ajoute de la valeur à ces produits et services par l'intermédiaire des maillons de la chaîne d'approvisionnement. Nous nous sommes donc concentrés sur les secteurs d'activité qui entrent dans les trois catégories suivantes : la production d'énergie propre, l'efficacité énergétique et la gestion de l'environnement.

La production d'énergie propre renvoie en fait aux activités liées à la production, à la transmission et à la distribution d'énergie propre, par exemple l'énergie éolienne ou solaire. L'efficacité énergétique englobe, entre autres, la fabrication de produits économiseurs d'énergie, la construction de bâtiments écoénergétiques et la prestation de services visant à réduire la consommation d'énergie. Quant au volet gestion de l'environnement, il se rapporte aux activités relatives à la conservation et à la réglementation des ressources naturelles. Donc, il pourrait s'agir, par exemple, de l'activité d'un cabinet d'experts-conseils qui fournit des services de consultation sur le contrôle de la contamination de l'environnement ou des polluants. Dans chacune de ces trois catégories, de 20 à 40 secteurs d'activité différents retiennent notre attention. Nous essayons de brosser un tableau le plus complet possible de cette activité économique, de cette jonction d'activités industrielles et gouvernementales dont je parlais plus tôt, au sein de ces secteurs.

Certaines des professions de l'économie propre sont relativement nouvelles. Lorsqu'on essaie d'analyser les choses d'un point de vue macroéconomique et systémique, la difficulté réside en partie dans le fait que tout ne cadre pas forcément bien avec les structures existantes. Cela dit, nous avons été capables de classer les professions là où nous pensons qu'elles appartiennent, et selon nos projections, la profession qui connaît la croissance la plus rapide est celle de contrôleur de la gestion de l'énergie.

Les personnes qui se sont inscrites à la subvention pour des maisons plus vertes conviendront probablement avec moi que ce métier semble effectivement être en très forte demande. D'autres professions comme celles de gestionnaire d'installations photovoltaïques, de courtier en énergie et même de spécialiste de la formation et du perfectionnement sont en pleine expansion.

Linda Nazareth :
Revenant un peu en arrière, Darren nous parle des travaux de plus grande envergure menés par le Conference Board pour repérer les emplois qui risquent de disparaître au Canada en raison de l'automatisation. Ces travaux consistent, en partie, à faire ressortir les transitions qui permettront de passer d'un emploi vulnérable à un autre emploi apparenté, mais en demande. L'économie propre est justement l'une des destinations proposées aux travailleurs déplacés.

Darren Gresch :
L'automatisation est un concept auquel le Conference Board a consacré beaucoup de temps et d'effort. Pas nécessairement pour comprendre les détails techniques qui le sous-tendent, mais plutôt pour analyser son incidence sur la société canadienne, les marchés du travail, les industries et les économies. Nos recherches ont révélé qu'un salarié sur cinq au Canada exerce

une profession fortement exposée au risque d'automatisation, et que cette personne ne pourra pas faire la transition vers un emploi présentant moins de risques ou s'adapter aux transformations qui pourraient toucher son poste actuel sans une requalification importante. Bref, le Canada compte un nombre considérable de travailleurs qui auront besoin de relever leurs compétences afin de pouvoir continuer à gagner leur vie. Parallèlement à cela, il faudra s'assurer que l'économie canadienne a les ressources en main-d'œuvre nécessaires pour prospérer à l'avenir. De quoi aura l'air cet avenir? Nous ne le savons pas encore. Toutefois, nous savons que l'attention se tourne vers certains secteurs de l'économie, dont celui de l'économie propre, et que comprendre comment assurer la requalification des travailleurs dans ces secteurs s'inscrit dans un vaste volet de recherche que nous menons.

Afin de comprendre le genre de cheminements qui permettront aux personnes occupant une profession à haut risque et à faible mobilité de faire la transition vers des emplois en croissance rapide au sein de l'économie propre, nous nous sommes fondés sur notre modèle de transition professionnelle, qui est au cœur de notre site Web OpportuAvenir. L'idée, c'est de cerner les emplois qui, quoique différents, requièrent des compétences similaires. Quel genre de progression sur le plan des compétences pouvons-nous raisonnablement attendre d'une personne qui prend un nouveau virage? Le nouveau niveau de rémunération auquel elle pourrait devoir s'adapter doit aussi être pris en considération. En nous servant de ces trois facteurs, nous avons été capables de tracer un certain nombre de parcours possibles et souhaitables entre diverses professions relevant de secteurs plus vulnérables de l'économie canadienne qui permettraient de faire la transition vers l'économie propre.

Fait important à noter, la majorité des gens n'ont pas besoin de suivre une formation prolongée pour relever leurs compétences suffisamment pour occuper un emploi vert. Une année de formation ouvre pas mal de perspectives permettant de passer d'un emploi précaire à une profession en pleine croissance au sein de l'économie propre. Mais les travailleurs auront besoin de soutien et de conseils pour entreprendre ce virage. Ils doivent pouvoir compter sur des renseignements sur le marché du travail qui leur sont communiqués en temps opportun et de manière efficace, afin de connaître les possibilités qui s'offrent à eux.

Ils pourraient avoir besoin d'un appui de leur employeur pour relever leurs compétences en vue d'un rôle qui se transforme, ou d'un soutien auprès de nouveaux employés qui pourraient leur offrir un genre de programme enrichi de socialisation organisationnelle et de formation. Donc, d'après ce que nous savons des compétences recherchées sur le marché du travail canadien, nous entrevoyons une voie à suivre raisonnable vers l'accès à ces secteurs stratégiques et à forte croissance.

Linda Nazareth :
Donc, vos recherches semblent indiquer que de véritables occasions s'offrent aux Canadiens qui veulent passer d'un secteur en déclin à un secteur en croissance, s'ils bénéficient d'une formation et de soutiens appropriés. Dans le cadre de votre étude, vous vous êtes également entretenus directement avec des travailleurs. Que pensent-ils de ce virage qu'ils entreprennent au beau milieu de leur carrière?

Darren Gresch :
La plupart nous ont dit qu'ils étaient disposés à se soumettre à un certain degré de recyclage professionnel pour faire la transition vers une profession à croissance rapide. La majorité nous ont confié qu'ils envisageraient une transition vers l'économie propre tout particulièrement, mais que la sécurité d'emploi était un facteur important qui pourrait les dissuader de faire le saut. Le fait de ne pas posséder les compétences particulières à un emploi pour réussir dans un nouveau poste ou la durée de la formation à suivre pour faire cette transition figurent parmi les obstacles qui empêcheraient une personne de changer d'emploi. Sur ce dernier point, de plus courtes périodes de

formation ou même une formation en cours d'emploi permettraient de surmonter ces obstacles, réels et perçus.

Au bout du compte, si les travailleurs n'ont pas une bonne certitude que l'emploi vers lequel ils se réorientent leur procurera de bons avantages et une sécurité à long terme, il est peu probable qu'ils fassent le virage.

Linda Nazareth :
Jeanette Jackson, que nous avons entendue un peu plus tôt, est la PDG de Foresight Canada, un accélérateur de technologies propres établi en Colombie-Britannique. Foresight travaille à un projet parrainé par le Centre des Compétences futures qui a pour but de cerner les possibilités et les apprentissages qui contribueront à favoriser la transition de la main-d'œuvre vers des emplois dans le secteur des technologies propres, tout en garantissant le caractère équitable et inclusif de cette transition. Jeanette a évoqué plus tôt un projet récent qui a réuni des municipalités, des gouvernements autochtones, des acteurs de l'industrie et des établissements d'enseignement postsecondaire pour encourager la reprise et l'innovation à la suite d'une catastrophe climatique. La revoilà pour nous faire part de ses réflexions quant à la manière d'assurer une transition inclusive.

Jeanette Jackson :
Une chose très importante à souligner est que nous pensons à l'accès équitable à la formation et au perfectionnement des compétences. Il ne fait pas de doute que la transition verte pourrait avoir des répercussions négatives sur certaines collectivités au Canada, notamment celles qui présentent des taux élevés d'employés en transition ou reposent sur des industries vulnérables comme le pétrole et le gaz. Donc, le fait d'offrir des mesures incitatives en matière d'éducation et de favoriser l'accès à la formation atténuera vraiment l'impact de la transition vers de faibles émissions de carbone. Il importe également que les différents ordres de gouvernement – fédéral, provincial, territorial and municipal – ainsi que les gouvernements autochtones collaborent, qu'on s'assure que tous soient sur la même longueur d'ondes quant à ce qu'il faudra faire concrètement pour élaborer des stratégies de transition qui soutiennent les travailleurs dans ces collectivités. Lorsqu'il est question de la transition d'une région ou d'une collectivité, c'est comme si on devait réfléchir à chacune de ces collectivités, qu'on devait avoir un plan de transition vers le monde du travail qui lui soit spécifique et qui tienne compte de son état de préparation à la transition. Il ne s'agit pas uniquement d'investir chaque dollar dans la carboneutralité. Il faut aussi s'assurer que toutes les personnes concernées soient prises en considération, qu'elles fassent partie de l'aventure; elles doivent être en mesure d'apprendre et de contribuer à la solution.

Linda Nazareth :
Jeanette est enthousiaste à propos du potentiel des technologies propres. Elle propose une définition plutôt large des technologies propres, qui vont, selon elle, du matériel aux logiciels, et aux modèles et stratégies opérationnels qui aident les industries existantes à réduire leurs émissions de carbone.

Jeanette Jackson :
En bout de ligne, chacun des grands secteurs d'activité de l'économie canadienne est confronté au défi d'atteindre des cibles ambitieuses en matière de réduction des émissions d'ici 2050. Nous devons établir des ponts entre l'industrie et la prochaine génération de travailleurs, pour qui l'innovation et la durabilité des pratiques, des politiques et de l'infrastructure occupent une place prépondérante. Que doit-on faire pour s'assurer que la prochaine génération de dirigeants dans ces entreprises possédera les outils et l'expérience nécessaires pour explorer vraiment en profondeur la notion de durabilité? Et pas seulement la durabilité comme telle, mais aussi ses dimensions sociales. La durabilité inclusive, par exemple?

En ce qui concerne les emplois, notre organisme a aidé des innovateurs à créer plus de 6 800 nouveaux emplois verts au Canada. Et ce sont des emplois très bien rémunérés. Il y en

a qui sont liés à l'aspect technique, par exemple ceux d'ingénieurs numériques ou en matériel informatique, de gestionnaires de produits. Et il y en a d'autres liés à l'aspect commercial, au développement d'entreprises, aux techniques de communications commerciales. Il reste qu'au final, la durabilité de l'environnement et les technologies propres sont sources de compétitivité pour nos secteurs. Nous devons nous assurer que la nouvelle main-d'œuvre sait comment intégrer les dimensions commerciales et technologiques à leurs activités, et communique ce savoir aux clients potentiels.

Selon nous, c'est l'occasion d'entamer une conversation englobant tous les secteurs d'activité. Donc, encore une fois, qu'il soit question du secteur des ressources, des mines, de la foresterie, du pétrole et du gaz naturel, des transports, du cadre bâti, de l'agriculture, de l'agroalimentaire ou des municipalités, c'est le moment idéal pour le Canada de devenir un chef de file mondial des technologies propres.

Depuis quelques années, le Canada tire particulièrement bien son épingle du jeu dans le palmarès mondial des 100 du domaine des technologies propres, qui est publié chaque année. En moyenne, de 10 à 13 entreprises canadiennes se retrouvent sur cette liste après une recherche approfondie dans le monde entier pour trouver les meilleures innovations en matière de technologies propres. Nous constatons non seulement que l'adoption de ces technologies se répand à l'intérieur de nos frontières, mais aussi que les entreprises passent à l'échelle supérieure, car elles ont la possibilité d'exporter leur savoir-faire en protégeant leur propriété intellectuelle et en faisant breveter leurs technologies, leurs plateformes, leurs produits. Cela signifie que les retombées économiques seront exceptionnelles, sous la forme d'emplois mieux rémunérés et d'augmentations des exportations, de l'investissement direct étranger, des capitaux investis au pays. Si je devais chiffrer ces retombées, je me reporterais à la COP26, à laquelle j'ai assisté en octobre 2021 et où Mark Carney a annoncé qu'un groupe d'institutions financières s'engageaient à investir plus de 130 billions de dollars pour faciliter la transition vers la carboneutralité. Si le Canada réussit à mettre en évidence ses capacités, ses talents et ses compétences dans l'intervalle, il aura l'occasion d'attirer sur son territoire une bonne partie de cet investissement.

En ce qui concerne le nombre d'emplois verts, nous avons, à Foresight, un objectif ambitieux à atteindre d'ici 2030, à savoir que notre pays compte deux millions d'emplois liés au climat, aux technologies propres et à la durabilité de l'environnement. Donc, oui, c'est un nombre élevé, imposant. Mais, à notre avis, quand on pense à la manière dont doivent évoluer les organisations et au type de compétences et de capacités qu'elles doivent développer pour être compétitives sur la scène mondiale, ces emplois verts, ces emplois à l'ère de la durabilité occuperont une place prépondérante dans les pratiques d'embauche au Canada à l'avenir.

Linda Nazareth :
Jeanette enchaîne en nous disant quel est, selon elle, le type d'études, de formation et de soutiens nécessaires pour rendre possible le développement de cette main-d'œuvre canadienne efficace.

Jeanette Jackson :
Si on pense vraiment à cet objectif ambitieux qui a de quoi donner le vertige, soit plus de deux millions d'emplois verts au Canada d'ici 2030, il faut se dire qu'en définitive, il faudra pour y parvenir soutenir massivement l'éducation, le développement des compétences et les transitions professionnelles et investir, afin de s'assurer que toute cette formation serve à définir des pratiques exemplaires, à l'échelle tant nationale que mondiale, et que nous offrions les meilleurs enseignements et la meilleure éducation possibles pour favoriser la transition de cette main-d'œuvre.

Donc, pour que nous soyons vraiment prêts, certaines conditions doivent être réunies. La première serait, je dirais, la collaboration. Les établissements de formation et le milieu universitaire doivent collaborer davantage,

afin que nous puissions tirer parti des meilleures pratiques. Nous sommes souvent invités à incorporer certaines de nos idées à différents programmes, et ce serait fantastique de voir des établissements travailler ensemble pour établir des curriculums normalisés auxquels tous les établissements auraient accès. Je comprends qu'il y a de la concurrence et que tout établissement voudrait pouvoir dire qu'il a été le premier à faire quelque chose en particulier ou qu'il est le seul à offrir tel ou tel programme, mais la transition vers la carboneutralité ne peut pas attendre.

Pas plus que la cadence à laquelle nous devons former les gens. Tous les acteurs concernés doivent pouvoir disposer de certains outils et des fonds nécessaires pour intégrer ces programmes à leurs curriculums et les offrir à autant de gens que possible. Le fait est que plus vite on renseignera les Canadiens sur les possibilités que leur offrent ces carrières, ces établissements, plus nous aurons de chances de devenir un chef de file mondial et de conserver ce rôle de leadership à l'échelle internationale.

La deuxième condition est l'investissement. Le gouvernement fédéral a déployé des efforts considérables sur le plan des compétences futures. Le Canada fait vraiment sa part pour aider les organisations comme la nôtre à cerner les possibilités de formation. C'est incroyable! Un nouvel appel a aussi été lancé, à hauteur, je crois, de 250 millions de dollars pour les établissements universitaires, en vue de l'élaboration d'un tout nouveau type de curriculum. Les gens apprennent différemment, alors il faut les stimuler différemment. Nous devons investir dans ces nouveaux outils et dans ce rythme auquel les étudiants, si l'on peut dire, veulent apprendre et acquérir des connaissances. Donc, quand ces investissements se matérialiseront, je pense que nous verrons vraiment la base de nos programmes de formation et de développement des compétences passer au niveau supérieur.

Linda Nazareth :
Nous nous entretenons maintenant avec Yogendra Chaudry, d'ECO Canada. ECO Canada est un organisme albertain qui se consacre aux carrières en environnement et au perfectionnement de la main-d'œuvre. L'organisme mène actuellement un projet d'étude sur l'économie bleue. En termes simples, l'économie bleue renvoie à l'utilisation durable des océans pour soutenir la croissance économique. Cela peut englober les pêches et l'aquaculture, les énergies marines, l'expédition et le transport, le tourisme, la conservation, les ressources minérales extracôtières, et plus encore. Yogendra nous en dit un peu plus au sujet de ce projet.

Yogendra Chaudhry :
Ce projet du CCF est axé sur l'élaboration de normes professionnelles nationales pour l'économie bleue. Dans le cadre de ce travail d'élaboration, nous identifierons certains sous-secteurs sur lesquels nous concentrerons nos activités. Par ailleurs, nous nous penchons également sur les emplois futurs et les compétences futures nécessaires pour assurer la viabilité de ce secteur. Car comme tout autre secteur, celui-là aussi évolue très rapidement. Ce à quoi nous nous attendons, c'est qu'à mesure que ce secteur prendra de l'expansion, beaucoup de nouveaux emplois, qui requerront de nouvelles compétences, verront le jour. Donc, parallèlement à l'élaboration des normes professionnelles, nous essayons également d'identifier les compétences émergentes et de trouver des façons de préparer la main-d'œuvre à ces nouveaux emplois qui seront créés au fil de l'évolution du secteur.

Nous sommes dotés du plus long littoral du monde et entourés de trois océans. Nous pouvons donc potentiellement devenir un chef de file mondial de l'économie bleue.

Malgré ce potentiel, le Canada se classe derrière de nombreux autres pays en ce qui a trait à la part du PIB attribuable aux activités liées aux océans. Cette part se situe encore à

1 % alors qu'elle atteint de 2 à 5 % en moyenne dans d'autres pays de l'OCDE. La Norvège est un très bon exemple. Ce pays est un leader dans le secteur : près de 25 % de son PIB provient de secteurs qui vivent de la mer.

Bien que le Canada n'occupe pas encore la position de leadership qu'il pourrait atteindre dans ce secteur, plus de 350 000 Canadiens ont un emploi généré par les océans. Le secteur de la technologie océanique est selon moi une source de croissance potentielle très prometteuse. Si nous sommes en mesure de fournir la technologie nécessaire pour soutenir des activités économiques durables partout dans le monde, ce secteur ouvrira la voie à de nouveaux marchés et soutiens, et à de nouveaux objectifs environnementaux. Je dirais donc que le Canada présente un potentiel de croissance important dans ce domaine et pourrait voir la part du PIB générée par ce secteur s'accroître.

Linda Nazareth :
Yogendra nous a fait part de quelques-unes des difficultés auquel est confronté ce secteur, et des mesures à prendre pour surmonter ces difficultés, notamment aider les entreprises existantes à élaborer des stratégies pour s'adapter à l'économie bleue, de même qu'attirer et former de nouveaux travailleurs dans ce secteur. Comme d'autres entreprises dans bien des secteurs, elles ont beaucoup de mal à trouver suffisamment de personnes qui possèdent les compétences requises.

Yogendra Chaudhry :
Tout d'abord, oui, nous devons faire davantage d'efforts pour exposer les entreprises canadiennes au vaste éventail de possibilités disponibles dans ce secteur. Garantir l'accès aux connaissances de l'océan est vraiment le premier geste à poser. L'alphabétisation océanique consiste, grosso modo, à mieux faire connaître le type de débouchés et d'emplois dans ce secteur, et les ressources qui y sont requises. En de nombreuses occasions, lorsque nous œuvrions auprès d'entreprises ou d'industries du secteur, dont bon nombre évoluaient dans un seul sous-secteur, nous constations qu'elles n'étaient pas au courant des possibilités offertes, voire des intersections possibles avec d'autres sous-secteurs. Cette information manquait.

À mon avis, accroître la collaboration entre divers sous-secteurs de l'économie bleue serait déterminante également, car si nous sommes capables de créer des parcours qui faciliteront la mobilité des travailleurs d'un sous-secteur à un autre, l'économie bleue s'en trouvera renforcée. Les chocs au niveau de la main-d'œuvre, qui surviennent très souvent dans divers sous-secteurs, seront absorbés. Par exemple, si les travailleurs possèdent les compétences requises pour passer d'un sous-secteur à un autre, cette transition pourrait fournir l'occasion idéale de combler les insuffisances de main-d'œuvre.

Il est absolument impératif d'attirer davantage de travailleurs vers l'économie bleue. L'une des constantes qui sont ressorties de nos travaux est que bon nombre des jeunes professionnels n'ont qu'une idée très floue des débouchés qu'offre ce secteur.

L'autre constante qui s'est dégagée, c'est que les jeunes professionnels ou les nouveaux venus sur le marché du travail sont confrontés à un certain nombre d'obstacles. Offrir aux nouveaux travailleurs des possibilités d'alternance travail-études ou de stage serait essentiel pour favoriser la croissance dans ce secteur. L'établissement de liens entre l'industrie et les établissements d'enseignement postsecondaire est un autre domaine où l'on pourrait concentrer les efforts, car nous avons entendu trop souvent des employeurs se plaindre du fait que les étudiants ne sont pas aptes à l'emploi. Donc, nous devons combler certaines des lacunes qui existent.

L'autre point que j'aimerais signaler est que les emplois de haute technicité ou liés aux STIM sont ceux qui sont les plus en demande, suivi des postes en gestion. Les emplois dans le domaine de l'ingénierie et ceux liés à la technologie affichent une croissance très rapide dans le secteur. Les employeurs de l'économie

bleue doivent offrir des salaires qui se comparent à ceux d'autres régions et industries canadiennes. Et c'est peut-être là l'une des constatations les plus importantes faites par, je dirais, d'autres associations de gens d'affaires de ce secteur également. Le secteur a aussi de la difficulté à attirer et à conserver des travailleurs d'autres secteurs, et la transition vers des pratiques plus durables dans les secteurs traditionnels liés aux océans prendra du temps. Il faudra procéder à un relèvement important des compétences des travailleurs.

Le relèvement constant des compétences est sans aucun doute l'une des choses les plus importantes sur lesquelles les employés et les employeurs doivent se concentrer. La technologie numérique, l'analyse des données, la gestion de projets et les relations avec les intervenants font aussi partie des éléments que nous avons définis comme étant essentiels à une économie durable axée sur l'employé.

Linda Nazareth :
Merci à nos invités, grâce auxquels nous en avons appris davantage sur cette économie propre qui émerge au Canada. L'économie propre couvre des champs d'activité allant de l'écoconstruction aux technologies océaniques, et renferme des emplois en demande allant de celui d'ingénieur à celui de contrôleur de la gestion de l'énergie, dans des domaines s'étendant de la gestion aux techniques de communications commerciales. Des efforts sont en cours afin de circonscrire et de décrire les sous-secteurs, les professions et les compétences qui caractérisent ce vaste secteur.

Si le Canada veut faire croître ce secteur de l'économie propre – afin d'atteindre les cibles de réduction des émissions et aussi de devenir un chef de file mondial du secteur –, il doit se doter d'une main-d'œuvre efficace. Pour ce faire, il doit notamment favoriser le développement de compétences en demande chez les jeunes travailleurs qui intègrent le marché de l'emploi. Il doit également former les travailleurs déjà en poste afin de leur permettre d'acquérir de nouvelles compétences en cours d'emploi. Les initiatives de sensibilisation aux carrières, l'innovation éducative et l'investissement sont autant d'outils qui peuvent faciliter ce parcours excitant et urgent vers l'économie propre.

Dans ce contexte où nous nous efforçons d'atteindre ces objectifs, il importe que tous les ordres de gouvernement mettent leurs efforts en commun pour renforcer et enrichir les politiques et les pratiques se rapportant à la main-d'œuvre et aux compétences.

Il est nécessaire de développer notre capital humain pour répondre à la course imminente aux talents et aux compétences, afin de nous assurer d'avoir la capacité voulue pour soutenir adéquatement la transition vers une économie carboneutre. L'une des priorités dans tout cela est de faire en sorte que personne ne soit laisser à la traîne dans cette transition en concentrant nos efforts sur les personnes et les collectivités qui dépendent d'industries en déclin, et en offrant des mesures de soutien qui aideront tous les Canadiens – autant les travailleurs que les employeurs – à réussir leur transition vers la nouvelle économie propre.

Linda Nazareth :
Si vous avez aimé cet épisode, abonnez-vous et recommandez ce balado à d'autres personnes qui pourraient l'apprécier. Soyez des nôtres à l'occasion de notre dernier épisode de la deuxième saison, qui portera sur l'économie numérique. Merci d'avoir écouté cet épisode du balado du Centre des Compétences futures. Je suis votre animatrice, Linda Nazareth, et je vous dis à bientôt.

Partenaires FSC

Financé par le programme des Compétences futures du gouvernement du Canada.

Canada

Toronto Metropolitan University

Le Conference Board du Canada

Blueprint

Le Conference Board du Canada assume l'entière responsabilité des résultats et conclusions de cette recherche.